

Storia e Futuro

Rivista di storia e storiografia

n. 17, giugno 2008

Amilcare Cipriani: un garibaldien entre Italie et France

(Compte-rendu de la communication fait à l'occasion du colloque international
Garibaldi en France, Paris, 14-16 février 2008)

Francesca Canale Cama

Un garibaldien à l'âme inquiète

Il n'arrive pas souvent qu'une vie soit si représentative d'une idée et au même temps en constitue sa contamination problématique, son dépassement.

Dans l'abondance bigarrée d'expériences de ces garibaldiens qui, ayant vécue l'histoire, après ont porté en avant le mythe et la mémoire de l'expérience tout en la rémaniant, la biographie d'Amilcare Cipriani il en est un exemple. Elle constitue en effet le cas heureux dans lequel le bagage garibaldien n'est que le départ d'un mélange intéressant d'une pensée qui rencontre et qui doit assimiler les idées et les nécessités d'une société, italienne mais aussi européenne, en évolution rapide à l'aube du XX siècle.

Pendant les presque quatre-vingts ans de vie de ce "révolutionnaire permanent" (comme il était décrit dans son dossier de la préfecture de Rimini), en effet, l'héritage de la pensée garibaldienne rencontre et se mêle aux urgences du "problème social" au lendemain de l'Unité italienne, de la découverte de l'internationalisme de la cause, de la paix et de l'antimilitarisme comme valeurs d'une société plus équitable et du socialisme militant jusqu'à faire de Cipriani le mythe vivant d'une époque nouvelle.

Une trajectoire qui nous montre comment les frontières rigides dans lequel on endigue à *posteriori* la tradition du garibaldinisme soient souvent en réalités plus floues et sûrement moins déterminants dans la pratique.

Dans mon exposé je tâcherai, donc, de décrire, à travers l'expérience d'Amilcare Cipriani, le parcours multiple de l'héritage garibaldien qui de l'Unité de l'Italie mène jusqu'à la Grande Guerre en rencontrant les principaux problèmes de la théorie socialiste; c'est à dire l'interprétation de la guerre et en particulier de la "guerre juste", l'opposition entre idéal national et internationalisme socialiste, l'équation nationalisme = guerre contre socialisme = paix.

Mais qui était Amilcare Cipriani?

Dans son récit autobiographique confié au journal parisien la "Petite République" il n'hésite pas à déclarer avec ferveur:

Bakunin, Marx, Engels que j'ai connus en Suisse et à Londres, la lecture des ouvrages du socialisme firent de moi ce que je suis depuis quarante ans: athée socialiste, révolutionnaire, communiste et internationaliste.

Mais bien que décidé et passionné le portrait n'est pas complet. Elle reste, en effet, sous-entendue cette vie d'aventures héroïques – comme l'avait défini son ami et biographe Luigi Campolongo – dont Cipriani avait été le protagoniste et qui l'avait fait le symbole de la cohérence socialiste et révolutionnaire à l'aube du nouveau siècle.

Né en 1843 à Anzio, mais presque tout de suite transféré à Rimini avec sa famille, Cipriani se passionna tout de suite mais plus pour instinct que pour culture à la cause de l'indépendance nationale, au récit mythique et interdit de l'expérience révolutionnaire de la République Romaine (1849) qui avait vu s'affirmer les personnages charismatiques de Mazzini et Garibaldi comme chefs idéals pour mobiliser le volontarisme italien.

C'est la raison pour laquelle, quand il n'avait que 15 ans, Amilcare quitta Rimini pour s'enrôler comme volontaire – illégale à cause de la minorité de l'âge – dans l'armée piémontaise engagée dans la deuxième guerre d'indépendance. C'était le début d'un voyage sans retour qui



conduit Cipriani à se faire patriote garibaldien et républicain, communard fervent, agitateur anarchique et socialiste, combattant au même temps pour la liberté des peuples et la cause du prolétariat.

Seule un an après, en effet, Cipriani déserta l'armée piémontaise pour courir à la rencontre de son héros, Garibaldi, en s'unissant en Sicile à la première grosse vague de l'expédition des Mille.

Sur la même vague, d'un enthousiasme sans bornes, il répondit en 1862 à l'appel fatidique de Garibaldi "Ou Rome ou la mort" et il déserta pour participer à une nouvelle aventure, avortée en Aspromonte, qui aurait dû amener à la conquête de Rome. On a de la peine à y croire, mais dans la même année il prit aussi part à la révolte populaire victorieuse d'Athènes culminée dans la déposition du roi Othon.

Trois ans après, il fut encore aux ordres de Garibaldi dans la troisième guerre d'indépendance et, quelques mois plus tard on le retrouve à La Crèche pour soutenir la révolte malheureuse des Grecs de l'île qui avaient essayé de gagner leur indépendance de la domination ottomane.

Ces années d'activité frénétique nous restituent sans aucun doute l'image d'un révolutionnaire voué à l'action, un garibaldien parfait qui, de la leçon de son commandant, avait aussi romantiquement retenu l'idéal de l'internationalisme de la cause des opprimés.

Mais pourquoi Cipriani, le garibaldien exemplaire, devient le mythe et le symbole du socialisme anarco-révolutionnaire européen?

C'est, peut-être, grâce à la contamination rapide des idéaux garibaldiens, et surtout de l'idée de nation, avec les suggestions qui venaient du monde effervescent des exilés politiques disséminés en Europe, des intellectuels et des théoriciens du socialisme en construction.

Certainement, de cet élargissement idéologique progressif participent ses vicissitudes existentielles marquées en perpétuité par le désir impossible d'un retour à une vie tranquille en Italie. Mais il est aussi vrai que, bien que Cipriani ne fût pas un intellectuel, le penchant de l'homme à s'interroger sans trêve sur le "cause juste" à combattre l'avait amené par une voie plus inductive que déductive à cueillir les limites d'une action révolutionnaire au sens unique, c'est à dire celle de la cause de la nation. Par exemple, déjà au lendemain de l'unification de l'Italie, le séjour dans le Sud du pays au service de l'armée royale engagée dans la répression du brigandage le conduit par instinct à la découverte du "problème social", qui devait être – Cipriani le comprend très bien – non pas alternative, mais du moins complémentaire au problème de la nation.

Elles furent les années de l'internationalisme révolutionnaire et la rencontre à La Crèche avec Gustav Flourens, homme de formation intellectuelle solide et protagoniste déjà de la Gauche française, qui marquèrent le passage à une vision révolutionnaire à l'échelle européenne car – comme l'affirmait Flourens – le patriote combattant qui restait tel courrait le risque de se cristalliser dans les schémas du conservatisme libéral national.

Mais le virage existentiel et politique ensemble fut représenté certainement par la participation à la Commune de Paris, suivie à l'élan généreux de s'enrôler dans la Garde Nationale pour défendre la patrie française dans la guerre franco-prussienne.

Cet épisode représenta non seulement la séparation définitive de Mazzini (qui jusqu'à ce moment-là avait exercé sur Cipriani une grande influence comme l'apôtre de la révolution



nationale) mais aussi un virage idéologique vers la pensée socialiste attentive à ce problème de la division du pouvoir économique et politique entre les classes sociales qui était en train d'émerger en toute Europe.

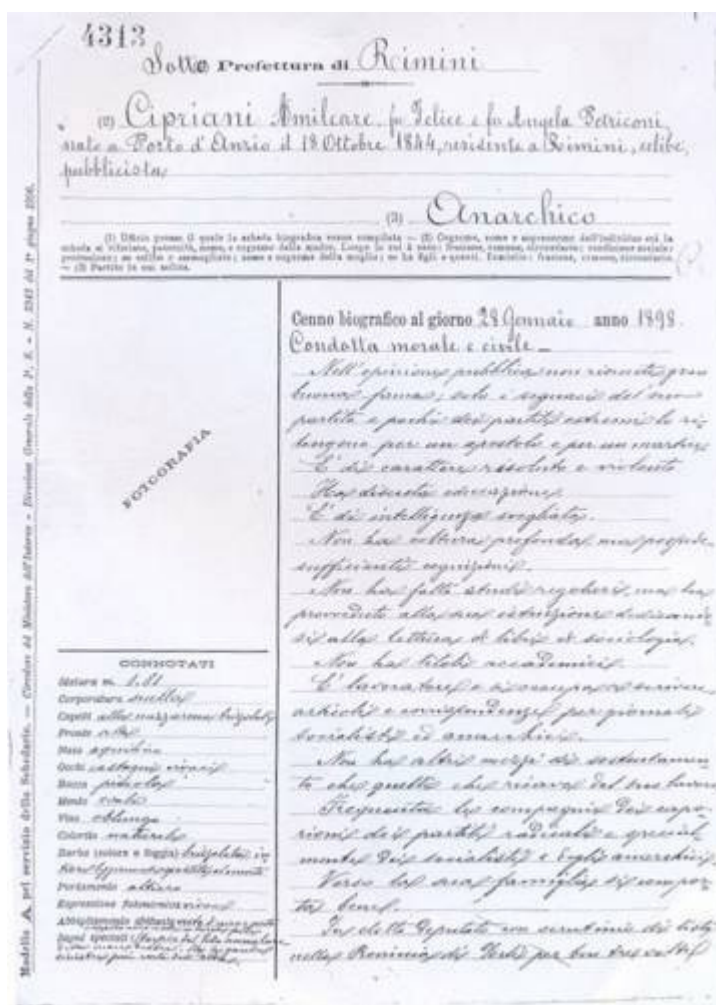
C'était le prélude à l'opposition théorique et politique entre la nation et la classe qui engagera sans trêve les débats théoriques des socialistes européens de la Deuxième Internationale et qui, par contre, cette fois avait émergé par la voie pratique et concrète de l'action révolutionnaire.

Celui-ci fut le moment – et il vaut la peine de le souligner – dans lequel aussi la perception pour ainsi dire extérieure de l'image de Cipriani connaît un changement radical. Son curriculum patriotique légendaire et garibaldien qui lui aurait maintenant assuré au bon droit une place entre ses camarades honorés, donne le pas à l'image d'un révolutionnaire incorrigible.

À la suite de cette expérience, les dix années de détention passées dans les prisons françaises de la Nouvelle Calédonie rendirent autour des années '80 un homme profondément changé, conscient que le fusil n'était pas la seule arme avec laquelle combattre pour un changement radical de la société, mais aussi toujours fasciné par la révolution perçue comme action et comme aspect fondamental de son existence.

Sur ce plan, Amilcare Cipriani partageait le problème commun à une génération entière vouée à l'action face à la normalisation de la société. En d'autres termes, comment lire le socialisme qui commençait à s'insérer dans la vie parlementaire des nations en tournant le dos à l'action révolutionnaire?

La réponse à ce point obscur ne fut jamais univoque, au point de suggérer presque une certaine incohérence si on n'était pas tous bien convaincus que les limites infranchissables de la théorie sont bien autre chose lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique. Quoiqu'en effet il se fut lié à la cause de l'anarchisme en appuyant Errico Malatesta plutôt que le socialiste Andrea Costa dans le débat épuisant qui opposait les internationalistes italiens, depuis 1882 il fut porté candidat cinq fois aux élections à la Chambre des députés et, au niveau international, il ne refusa jamais la voie conciliative de la participation, malgré les âpres déceptions initiales à cause de la marginalisation des groupes anarchiques au sein de la Deuxième Internationale. Cela s'unissait sur la fin du siècle au refus, partagé aussi par Malatesta, de la phalange terroriste anarchique responsable d'une série nombreuse d'attentats en toute Europe et qui, tragiquement réussis, eurent non seulement sur le plan politique l'effet négatif d'aggraver la répression des gouvernements mais aussi de rendre impossible à combler la distance qui maintenant séparait les anarchistes des socialistes organisés en partis liés à la cause du parlementarisme nationale.



Donc, malgré l'anarchisme déclaré et fervent, ses choix politiques mettaient Cipriani dans la condition de pouvoir être le symbole d'un passé légitimant pour une coalition bien plus vaste de la Gauche et qui comprenait les socialistes, les républicains et les radicaux.

Autour de la fin du siècle, Cipriani représentait ce rapport, désormais essentiel, entre la nouvelle génération et son passé, l'idée garibaldienne comme un fondement nécessaire pour l'action socialiste et en même temps son dépassement, la nation comme un espace construit dans lequel faire avancer la lutte sociale.

Le portrait ingénu mais efficace fait par un journal anarco-socialiste sicilien à la veille du discours du 1 mai 1891 fait par Cipriani à Marsala montre bien ce passage:

Ici à Marsala, le 11 mai 1860 il y avait Garibaldi, aujourd'hui 8 avril 1891 nous avons Cipriani. Nos ancêtres firent l'Italie et la bourgeoisie conquit les propriétés des nobles et des prêtres. Nous de la génération nouvelle, si l'esprit et la volonté ne nous abandonnent pas, nous organiserons la société communiste-anarchiste.

Le tournant: l'expédition en Grèce de 1897

Mais la cause de la nationalité, Gilles Pécout le dit bien, resta longtemps la plus internationale des causes. Malgré le débat très vaste qui se préparait au sein du socialisme européen, donc, ce dépassement générationnel de la cause nationale n'était pas automatique et moins encore assuré.

Le problème de La Crète qu'en 1897 fut à l'origine d'un nouveau conflit grec-turc survint bientôt à confirmer tout ça. Le problème de la lutte d'un peuple opprimé pour sa propre indépendance était le sujet classique – et il sera encore plus dans les années qui suivront – sur lequel une opposition socialiste rigide se divisait entre l'universalisme internationaliste et les problématiques nationales, le rocher qui montrait que dans la pratique s'avérait nécessaire une synthèse, une conciliation de ces deux traditions au-delà de toute doute.

Une exigence si forte que, même avant les magistrales tentatives théoriques et politiques de personnages comme Jean Jaurès, on la retrouvait aussi dans la menue propagande du parti socialiste italien lorsqu'à l'aube de la mobilisation pour la Grèce il affirmait sur les pages de "L'Avanti!":

Le parti socialiste italien est unanime à croire que ses intérêts, que les intérêts du prolétariat européen visent aux espoirs du peuple grec. [...] Permettons-nous l'orgueil de constater que la partie la plus belle et la plus pure de la tradition révolutionnaire de la bourgeoisie italienne, caractérisée par cet esprit de fraternité internationale qui donnait des combattants à l'Amérique, à la France et à la Pologne, sois passée dans le parti socialiste qui la reconsecrera dans la lutte pour l'émancipation ouvrière.

Il n'était pas si explicite, mais il s'agissait de la Gauche qui récupérerait la tradition garibaldienne du volontarisme, de l'internationalisme de la cause des opprimés, qui légitimait la guerre nationale pour l'insérer dans la révolution socialiste.

Et tout ça dans un moment dans lequel le mouvement socialiste européen avait élaboré au moins les prémises d'une doctrine sur la guerre assez homogène et partagée, en cultivant aussi de plus en plus une orientation pacifiste au détriment même des droits des nationalités opprimées.

Mais comme le savaient les leaders du parti, un socialiste militant fin de siècle regardait beaucoup plus à Garibaldi qu'à Marx. Sur le plan de la représentation de la guerre, il était naturel donc, que les entreprises glorieuses du tout récent Risorgimento avaient plus d'influence que les indications des Congrès de la Deuxième Internationale.

On comprend bien, dans cet esquisse, la valeur symbolique profonde d'un personnage comme Cipriani, garibaldien et communal, qui était en même temps le produit et le symbole de ce lien profond. Convaincu que la révolte sur l'île fût un événement révolutionnaire de dimension plus vaste du fait même qu'elle lui rappelait ce spontanéisme de la Commune qui avait par contre laissé indifférent Marx, Cipriani, en provenant de Paris, débarqua au Pirée le 12 mars 1897 pour se mettre

à la tête d'un groupe bigarré d'Italiens volontaires qui devaient combattre aux frontières de la Macedoine.

Le temps dont je dispose ne permet pas d'analyser les événements très intéressants de la Légion Cipriani, les illusions et les déceptions du volontarisme socialiste, un sujet du reste approfondi récemment par la belle recherche d'Èva Cecchinato, qui éclaircit très bien les disputes entre nation classe et guerre à l'intérieur de ce mouvement.

Mais pour le discours qui nous intéresse il vaut la peine de souligner que Cipriani se trouva à la tête d'un groupe de volontaires hétérogènes, en rien disposés à être enrégimenté dans l'armée nationale et sans aucune expérience directe de la guerre. Les idéaux de référence comme les convictions personnelles qui avaient poussé à la participation volontaire étaient tellement générales qui ressemblaient vagues et en général peu politisés. C'était la chose la plus lointaine du portrait hardi du volontarisme garibaldien; il était, plutôt, le portrait d'une génération nouvelle qui, comme elle même l'affirmait, "a soif d'épopées et refuse cette fin de siècle fatigué et épuisé" mais qui, cependant, égarait dans un passé de plus en plus mythique les expériences garibaldiennes face à la réalité de sociétés engagées dans le renforcement de leurs conquêtes institutionnelles.

À la fin du siècle, édifiées désormais les nations, le volontarisme au nom de la libération des opprimés ne pouvait pas avoir une interprétation si univoque et enthousiaste, surtout pour le monde de gauche.

Même Cipriani, blessé à Domokos, devait constater la faillite de l'insurrection populaire et en général de l'expérience tant du point de vue de l'efficacité militaire que de l'efficacité politique, surtout à cause des contrastes forts au sein du monde socialiste mais aussi anarchiste. A cet égard, les dissensions avec Malatesta, adversaire acharné de l'envoi de volontaires italiens en Grèce était le symptôme que les temps étaient en train de changer. En contraste avec la lecture spontanéiste de Cipriani, en effet, Malatesta exprimait une position contraire à des guerres de libération simplement nationaliste comme il jugeait être celle de la Grèce contre la Turquie. C'était l'affirmation d'un problème de priorité: l'internationalisme ouvrier devait avoir la priorité en tant que combat révolutionnaire parce qu'il portait en soi aussi la solution des causes nationales.

Ainsi, la guerre changeait profondément son sens en passant d'expérience révolutionnaire d'émancipation des opprimés à produit du capitalisme.

Malgré cela, Cipriani, qu'on définissait aussi socialiste révolutionnaire, se vouait à la cause de la Grèce, mû par un sentiment encore imbibé d'enseignements garibaldiens qui lui permettait de spécifier avec un mince je distingue: "nous défendons les Grecs, pas la monarchie: nous ne sommes pas au sou de celle-ci mais au sou du comité révolutionnaire qui nous a armé et payés. [...] nous sommes habillés en bourgeois, avec la chemise rouge".

Malgré les convictions socialistes et révolutionnaires c'était encore ce que Garibaldi avait affirmé avec netteté au Congrès de la Paix de Genève de 1867 qui animait le cœur de Cipriani: "L'esclave a le droit de faire la guerre au tyran. Il est le seul cas dans lequel je crois que la guerre



Amilcare Cipriani reduce dalla Grecia ferito

soit admise”. Une pensée cachée dans le coeur que les années à venir de son militantisme socialiste n’arrivèrent pas à effacer.

Le socialisme européen construit le mythe: 1900-1918

Dans les années suivantes, le socialisme européen qui commençait à construire le mythe de Cipriani ne fut pas toujours attentif et conscient de cette profonde empreinte garibaldienne.

L’exil désormais définitif et volontaire à Paris vit la substitution progressive du Cipriani combattant avec le journaliste politique de plus en plus accrédité dans les milieux socialistes européens, surtout surtout à partir de 1908, quand il fut invité à faire partie de la rédaction de L’Humanité fondée par Jean Jaurès.

Les années de la paix en Europe au début siècle facilitèrent sans aucun doute la conversion totale de Cipriani à la cause du socialisme interprétée à la manière de la Deuxième Internationale et donc imprégnée de dévouement antimilitariste et de pacifisme internationaliste jusqu’à l’antipatriotisme.

Du reste, pour un révolutionnaire permanent, la situation qu’il pouvait observer n’accordait pas d’illusions sur un renversement prochain de l’ordre constitué: le prolétariat avait besoin de la paix pour consolider vraiment son poids à l’intérieur des nations et les guerres coloniales représentaient avec trop d’évidence une cause du capitalisme. Commentateur des affaires italiens pour L’Humanité, au temps de la guerre en Libye, il ne perd pas l’occasion pour se déclarer fidèle à la défense du principe de la “guerre à la guerre” unie et renforcé par la polémique républicaine envers cette monarchie qu’il définissait “rapace”, soutenue par les milieux militaires, nationalistes et cléricaux.

En plus, l’internationalisme de la cause des opprimés n’avait plus le même goût des guerres de la fin du dix-neuvième siècle. Les guerres balkaniques de 1912-13 lui donnaient, au contraire, l’occasion pour confirmer la ligne de conduite de la Deuxième Internationale à laquelle il s’était relié. Non à l’intervention dans les guerres nationales et renforcement de la paix selon l’enseignement jaressien. “C’est le moment – disait-il en 1912 à la veille du grandiose congrès de Bâle – où jamais de crier bien haut: guerre à la guerre”.

Les grandes campagnes antimilitaristes de 1913 le virent du reste protagoniste actif à la suite de Jaurès et aussi disposé à un regard critique sur son passé de combattant révolutionnaire.

Dans une interview à L’Humanité en 1913, intitulé significativement “Ce qui m’a rapporté la guerre” il retournait, par exemple, sur l’expérience de la guerre greco-turque en la jugeant comme la dernière, et peut-être tardive phase d’une époque. L’image du volontaire qu’il rendait en cette occasion cherchait presque une justification aux yeux nouveaux de la lutte antimilitariste: ce n’était pas celle du guerrier vaillant mais celle de l’homme désespéré qui s’engage en des petites opérations de solidarité civile “pour essayer de faire quelque chose de bien”.

Pendant le cinquantenaire de l’unité nationale, juste à l’époque où le nationalisme italien s’appropriait du mythe de Garibaldi, pour l’ancien garibaldien la cause juste pour laquelle se battre devenait celle du prolétariat internationaliste et antipatriotique. Cependant, mieux que cette fracture



identitaire évidente, c'était l'arme du parlementarisme par lequel la cause se combattait à frustrer l'âme du "révolutionnaire permanent".

Il ne doit pas surprendre, donc, l'enthousiasme avec lequel il accueillit la montée de Benito Mussolini et le passage du parti socialiste italien sur des positions intransigeantes révolutionnaires en 1912.

Le futur Duce, du reste, s'appellait Benito Amilcare à l'honneur du vieux communard dont le père, Alessandro, avait été ami et admirateur fervent.

"Cet homme – Cipriani commentait de la France – me plaît beaucoup. Son révolutionnarisme est le mien, le nôtre je devrais dire, c'est-à-dire ce qu'on appelle classique".

Il fut au nom de la bataille des intransigeants que, malgré ses réserves, Cipriani accepta d'être porté candidat, avec succès, en 1913 aux élections pour la Chambre des Députés et qu'il regarda avec intérêts aux événements de la Semaine Rouge en printemps 1914.

Nous sommes à la veille, désormais, de la première guerre mondiale et sur L'Humanité ils se multiplient les appels de Cipriani pour que l'Internationale devienne un vrai instrument d'action révolutionnaire et de défense du prolétariat. La situation internationale compromise, Cipriani poussait sur la même ligne de Jaurès en faveur de la grève générale en cas de guerre et pour anticiper le congrès de Vienne prévue pour imposer le mot d'ordre de la paix au prolétariat européen.

Mais aux débuts d'août, la guerre éclatée malgré tout mettait l'esprit du vieux garibaldien et communard dans l'embarras, le plus classique et fréquent des embarras pour un homme avec son passé: accueillir l'appel de la patrie en danger ou se prodiguer suivant le dictat de Stuttgart pour que la guerre après être éclatée se termine au plus tôt?

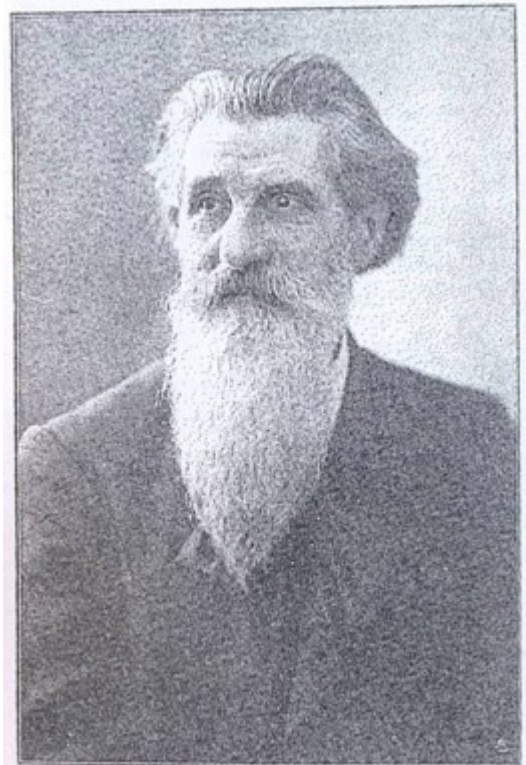
Il est à ce moment-ci que l'enseignement garibaldien réapparaît à la conscience cachée: "L'esclave a le droit de faire la guerre aux tyrans". Dans la nouvelle situation, l'esclave risque d'être la France antimilitariste et démocratique menacée par le bellicisme allemand, comme l'Italie si elle ne choisit pas la "guerre juste" à combattre à côté de la France non seulement pour la République comme idéal, comme prélude à la réalisation socialiste mais aussi pour les terres non libérées, pour l'accomplissement de la nation et la liberté de l'étranger.

Le "guerre juste", la guerre pour mettre fin à toutes les guerres, pour l'Italie coïncidait avec la dernière guerre d'indépendance. C'était, naturellement, une interprétation de la guerre dans le sens encore du dix-neuvième siècle qui, cependant, rejoignait les positions irrédentistes exprimés en Italie par le nationalisme plus récent.

Pour Cipriani observateur de la réalité italienne ce choix douloureux mais sans regrets se traduisait dans l'appui à la position de Mussolini de "neutralité active" qui était sans encore le dire la préparation à l'intervention italienne du côté de la France.

Pour suggérer une idée de cohérence, l'idéal ensemble patriotique et révolutionnaire de la Commune pouvait servir aussi à la besogne. Dans le Paris emporté par la guerre il fut diffusé un appel pour la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche qui affichait parmi les signataires le nom de Cipriani à côté de ceux de représentants les plus prestigieux de l'anarchisme international: Hervé, Vaillant, Kropotkin, Hyndmann.

C'était la solution du problème: dans l'espoir inspiré par la leçon de Lenin qu'une guerre entre nations se serait transformée en révolution sociale, se réalisait la réunion de l'héritage garibaldien avec le socialisme et en même temps se réalisait son dépassement.



Amilcare Cipriani nel 1912

Le vieux Cipriani ne vécut asse longtemps pour constater combien ces convictions fussent illusoires.

Après sa mort, la tentative extrême d'une synthèse identitaire fut tenté par l'élaboration de sa mémoire. Comme on peut lire dans son dossier à la sous-prefecture de Rimini, en 1922 les citoyens d'Anzio ouvrirent une souscription populaire pour élever une statue qui célébrât le héros. Mais les temps commençaient à tourner vers un climat illiberale. En 1925, avec l'avènement définitif de la dictature fasciste, le projet fut abandonné définitivement. Malgré le triomphe et un parcours de lutte partagés, le Duce ne pouvait pas permettre la célébration d'un garibaldien anarchique et socialiste sur la place publique.

Mais ici c'est une autre histoire qui commence.